

États d'âme

FRANCIS VAN DE WOESTYNE

Herman Van Rompuy **Bio express**

*“Adolescent,
j'étais
républicain
et non croyant”*

Un pince- sans-rire

On l'a souvent dépeint comme un triste sire, sans charisme, sans humour, sans charme. Il s'en moque.

Ce n'est pas un homme sensible au qu'en dira-t-on, aux effets de manche de ses contempteurs. Il ignore superbement ses détracteurs qui, ne sachant que dire de lui, que penser de cet homme discret, se vengent en insistant sur sa transparence, son manque d'épaisseur. Maintenant qu'il a quitté ce monde politique, il en sourit encore. Car il est l'exact contraire de son portrait.

Triste, sans humour? Faux. Lorsqu'il était président du CVP (qui frôlait alors les 40 %), lorsqu'il était ministre du Budget, dans le gouvernement de Jean-Luc Dehaene, il invitait régulièrement des journalistes choisis pour un petit-déjeuner fait de “pistolets”, de confitures, de jambon et de fromage. Et là, on refaisait le monde et la Belgique, la rue de la Loi et celle des Deux-Eglises, siège de son parti. On disait beaucoup de mal de X, de Y et surtout de Z. Un peu de bien aussi de A, B ou C. C'était hilarant mais aussi ins-

tructif. Van Rompuy n'oublie rien. Aucune date, aucun détail, aucune réplique. Avec lui, l'histoire politique de Belgique ressemble à un vaudeville. Tout était “off”. Dommage...

Sans jouer les nostalgiques, les “c'était tellement mieux avant”, il faut admettre qu'Herman Van Rompuy représente une génération d'hommes politiques, ces grands serviteurs de l'Etat que l'on cherche désespérément aujourd'hui dans les travées des assemblées. Ils étaient peu soucieux de leur image, de leur communication. Mais véritablement obsédés par la rigueur budgétaire, la reprise économique, la santé des entreprises, la justice sociale. On l'a dit très flamand, voire flamingant. Il n'a jamais renié les combats de son fougueux frère Eric. Mais il a toujours insisté sur la nécessité de conserver un Etat fédéral fort et efficace.

Sur le tard, il s'est découvert une passion : les haïkus, cette forme de poésie japonaise de 17 syllabes en trois vers. Il a déjà publié deux recueils qui s'arrachent au Japon, un pays où il est invité chaque année pour parler de son art poétique tardif. Au Japon, il est accueilli en star. Herman Van Rompuy nous invite à une balade dans sa carrière, dans ses pensées, dans son âme. Bon voyage.

V. d. W.

Quels sont vos souvenirs d'enfance ?

Je suis né dans une famille tout à fait normale. Mon père, Victor Van Rompuy, économiste de formation, a été professeur à l'Université de Louvain. Il a souhaité que sa femme arrête de travailler quand elle a eu son premier enfant : c'était moi. Ils n'avaient qu'un revenu. Il n'y avait rien de spectaculaire. Les gens heureux n'ont pas d'histoire. Ils venaient de Begijnendijk, près de Louvain, dans le Hageland.

Après leur mariage, ils se sont installés à Etterbeek, où je suis né, puis à Woluwé-Saint Etienne où ils ont vécu jusqu'à la fin de leurs jours.

Quel genre d'enfant étiez-vous ?

Comme mon père, premier de classe... J'ai fait mes humanités à Sint-Jan Berchmans. Il n'y avait que des garçons. Le titulaire de chacune des classes était encore un jésuite. Leur esprit et leur spiritualité

m'ont beaucoup marqué. Il y en a d'autres : Jean-Luc Dehaene, Herman De Croo, Mario Monti, Mario Draghi, Guy Spitaels...

Que retenir-vous de l'enseignement des jésuites ?

Un esprit critique, une grande curiosité intellectuelle, de la rigueur, de la discipline. Sur le plan religieux, c'était plus compliqué. Lors de la préparation de ma communion solennelle, j'avais 12 ans, j'ai dit au père qui préparait notre retraite : "Je ne crois pas ce que vous m'avez dit." Il m'a répondu : "Tu viendras dans ma chambre..." Il m'a donné les 5 preuves de l'existence de Dieu établies par saint Thomas d'Aquin. Mais cela ne m'a pas convaincu car la foi n'est pas une question de rationalité : c'est une grâce, un don, une histoire d'amour. Pendant toute ma période de collège, je n'étais pas croyant. J'ai retrouvé la foi 15 ans plus tard. Mais on n'en parlait pas. On respectait les rites.

Quand vous est venu ce goût pour la politique ?

Très tôt, quand j'avais 10 ou 11 ans. Mon père avait travaillé au Centre d'études du CVP-PSC. Mais ce n'était pas un "politique" qui se battait. C'était un professeur. Dès 16 ans, j'ai fondé une section locale des CVP-jongeren. Au collège, mes amis me disaient : toi, tu deviendras ministre !

Quelles idées défendiez-vous ?

A ce moment-là, j'étais républicain... Non croyant et républicain. On me disait que j'avais choisi d'être républicain pour, un jour, être président. Quand je suis devenu président du Conseil européen, de vieux amis jésuites m'ont dit : "Enfin... !"

Comment était vécu votre engagement politique chez les jésuites ?

Ils m'encourageaient fortement. L'un d'eux m'avait donné à lire 5 livres sur Karl Marx pour préparer un exposé de 50 minutes sur Marx. Quand je suis arrivé à l'université, je connaissais mieux la doctrine de Marx que les néomarxistes. En réalité, beaucoup de professeurs étaient antipolitiques et nationalistes flamands. Ils faisaient beaucoup de remarques désagréables sur la politique, le *machitge* CVP. Ils projetaient une image idéaliste des hommes politiques que personne, disaient-ils, ne pouvait atteindre. C'était pour nous inciter à une vie au service de l'intérêt général, de la chose publique. On nous parlait beaucoup de l'éthique de la conviction, de la responsabilité. Mon éducation a été complétée par les livres que mon père me faisait lire sur l'idéal politique. Je n'ai donc pas ressenti cette frustration face au monde réel qu'il fallait détester. La politique a toujours été pour moi une vocation.

Les jésuites étaient très ouverts...

Oui, vraiment. Ils avaient attendu le concile Vatican II depuis des années. Ils nous tenaient au courant de l'évolution des discussions. En classe, on parlait de tout. Une dame était venue nous parler d'un refuge pour prostituées. En rhéto, lors de la retraite en fin d'année, plutôt que de tenir des sermons sur la théologie, on nous parlait du tiers-monde, de l'Eu-

rope, etc. C'était inouï. J'ai fait mon premier exposé sur l'Europe à 16 ans, avec Tony Vandepulte, ancien président de la FEB.

Et la Belgique, dans tout cela ?

Il y avait deux tendances parmi les élèves. D'un côté, les flamingants, de l'autre, les belgicains, proeuropéens. J'étais du côté belgicain. Je crois que mon frère, Eric, était dans le premier groupe... C'était passionnant. Avec le recul, je pense que nous avons eu, chez les jésuites, une éducation que tout le monde nous enviait.

Quels étaient vos idéaux ?

John Kennedy ! Je connais encore par cœur son discours d'inauguration de 1961. J'ai toujours un cahier où je collais les photos de sa campagne contre Nixon.

A l'époque, on dénigrait moins la politique, on ne parlait pas des affaires, des scandales...

Parce que ce n'était pas connu. C'était la période où les partis politiques n'avaient pas de comptabilité ou une comptabilité en noir ! Les firmes faisaient des donations, transmettaient des enveloppes... C'était considéré comme normal. On ne peut pas dire que les gens sont moins éthiques qu'il y a 50 ans. Les mœurs ont changé.

Le débat entre penseurs et politiques est souvent vif sur le point de savoir si l'Europe a, ou non, des racines chrétiennes... Votre avis ?

Au début, on parlait même de l'Europe vaticane, et pourtant l'histoire de l'Eglise catholique dans la construction européenne est plus ambiguë. Et je suis gentil en disant cela. Mais les pères fondateurs étaient pratiquement tous d'inspiration chrétienne. Pas Paul-Henri Spaak. Mais Robert Schuman, de Gasperi, Adenauer étaient très engagés. Cette spiritualité chrétienne a aidé à dépasser les clivages et les antagonismes.

Aujourd'hui, certains dirigeants, à l'est de l'Europe, veulent renforcer ces racines chrétiennes...

Le monde a changé. Nous vivons dans une tout autre société. La chrétienté pratiquante est devenue le fait d'une minorité. La chrétienté, en tant que force sociétale, disparaît. On ferme des églises, chaque jour. Je suis un catholique pratiquant et je suis sans doute un des plus jeunes dans l'église... Je ne dis pas qu'il ne reste rien dans la culture dans le sens religieux du terme. L'Eglise est très présente en Afrique, en Asie, en Amérique latine. Mais pas en Europe. Et cela me fait mal au cœur. En faisant le "Gordel", j'ai vu l'église de Lot, désormais désacralisée. Et je me suis posé cette question, poétique : où Dieu va-t-il habiter à Lot ?

Dans chaque foyer ?

Oui, on trouve toujours une formule. Mais c'est un fait, le monde a changé. L'Europe chrétienne, traditionnelle n'existe plus. L'Europe a besoin d'autres racines, d'autres inspirations que celles des pères fondateurs.

Quelle est l'âme de l'Europe ?

Quelle est l'âme de la France, de l'Allemagne, de la Belgique ? L'âme nous manque à tous. Le phénomène est plus vaste. Pourquoi demande-t-on à l'Europe qu'elle nous inspire ? Pourquoi ne demande-t-on pas cela aux Etats nations ? Les demandes à l'égard de l'Europe sont plus fortes. C'est bien ainsi, cela montre qu'on attend beaucoup de l'Europe. Toutes les idées qui inspirent la vie en société sont en crise. L'idée européenne ne peut

échapper à cela. Je ne suis pas un pessimiste de notre civilisation mais la société de consommation a envahi beaucoup de nos valeurs. Il y a une poussée très forte du matérialisme et de l'individualisme. Cela a permis une forme d'émancipation mais aussi du chacun pour soi. Cela a provoqué le populisme. Derrière "America First" ou "La France d'abord", il y a surtout "Moi d'abord".

D'où viendra la renaissance de l'idée européenne ?

La renaissance de l'idée viendra d'une multitude de choses, pas seulement d'une promotion de l'idée européenne. L'Europe est devenue une partie de notre ADN économique, institutionnel. Elle est inscrite dans la vie de tous les jours. Les enfants d'aujourd'hui n'ont jamais connu le franc belge. "Douane" est un mot qu'il faut leur expliquer. L'Europe, ce sont des valeurs mais aussi des intérêts. Les pères fondateurs ont eu cette intelligence d'organiser l'interdépendance et d'instaurer tellement d'intérêts économiques qu'il sera impossible de faire la guerre. Ceux qui font le commerce ne font pas la guerre. Puisque l'Europe est là et fonctionne, pratiquement dans tous les aspects de notre vie, on ne voit pas ce que l'on perdrait si on ne l'avait plus.

Que faire pour repopulariser l'idée européenne ?

Les gens ne veulent pas quitter l'Europe. Les Français ont refusé l'aventure. Même les populistes italiens ne veulent pas quitter l'Europe : Pepe Grillo a voulu rejoindre le groupe libéral. Au milieu de la crise, qui leur a enlevé un tiers de leur pouvoir d'achat, les Grecs ne voulaient pas quitter l'Europe. La population sait instinctivement qu'on ne peut plus se passer de l'Europe, même s'ils ne chantent pas "Europe, je t'aime".

"Président du Conseil européen ? J'avais dit : Nicolas, je ne suis pas intéressé par cette fonction"

Quels sont les grands souvenirs, bons ou mauvais, de votre carrière politique ?

Je retiens une leçon : beaucoup de choses dépendent du hasard. En 1981, j'étais négociateur du gouvernement pour le CVP en tant que directeur du centre d'études du parti. Tindemans m'a offert d'entrer au gouvernement. J'avais 34 ans. Je n'étais pas élu. J'ai immédiatement décliné.

Pourquoi ?

Je ne me sentais pas mûr. Un ami m'avait dit : si tu dis non aujourd'hui, tu ne seras jamais ministre... En 1985, j'étais prêt. Mais l'establishment du CVP me l'a refusé parce que j'avais osé poser ma candidature à la présidence du parti. J'ai passé deux années difficiles. Mais je suis resté en politique. En 1988, je suis entré au gouvernement. Ce fut une année faste... Le hasard. En janvier 1988, je suis devenu sénateur coopté. En mai, j'ai été nommé secrétaire d'Etat aux Finances avec Philippe Maystadt comme ministre des Finances. En septembre, j'ai été choisi pour présider le CVP. Tout cela en 9 mois. En fait, je n'étais pas candidat : il y en avait 7 autres, dont mon frère. J'ai accepté de poser ma candidature à condition que tous les autres se retirent. Ce qu'ils ont fait. *Annus mirabilis.*

Vous avez été Premier ministre en 2008. Vous auriez pu l'être plus tôt.

En 1994, on citait le nom de Jean-Luc Dehaene comme président de la Commission européenne. Onze pays étaient pour, John Major a utilisé son droit de veto pour s'y opposer. Mais tout était prêt. J'allais devenir Premier ministre. J'ai essayé de me dérober. J'ai dit à Melchior Wathelet, père : c'est à toi, maintenant. Mais nous avions gagné les élections européennes de manière spectaculaire. Il était dès lors inenvisageable qu'un "non-CVP" succède à Jean-Luc comme Premier ministre.

Vous avez donc remercié John Major de s'être opposé à Jean-Luc Dehaene...

Je ne suis pas le seul. Le 11 juillet de cette année-là, on était à l'hôtel de ville de Bruxelles lors de la réception pour la fête flamande. Je croise Karel Van Miert, commissaire européen, qui aurait dû démissionner si Jean-Luc Dehaene était devenu président de la Commission. Nous nous sommes embrassés : lui restait commissaire et moi, je ne devais pas devenir Premier ministre ! J'avais peur de cette responsabilité. Je n'aurais jamais pu faire ce que Jean-Luc faisait : c'est l'homme politique le plus impressionnant que j'ai rencontré dans ma vie politique. C'est le meilleur président de la Commission européenne que la Commission n'ait jamais eu...

En 1999, le CVP a été balayé par la crise de la dioxine.**Commencent de longues années d'opposition...**

Plus tard, Dehaene m'a dit que, s'il était resté Premier ministre, il serait parti après un an et m'aurait alors proposé de devenir Premier ministre. Mais le CVP a été sanctionné en 1999 et je suis devenu simple député. Dans l'opposition pendant 8 ans, cela aurait pu être la fin de ma carrière...

Au contraire. Vous avez "survécu" grâce à un blog qui rapidement a eu un succès inattendu...

Oui, je n'étais pas doué pour le "tac au tac" du Parlement. Mon blog me permettait d'être plus efficace, voire "mortel" pour le gouvernement. J'ai été l'un des premiers, je crois, à utiliser les réseaux sociaux. Les journalistes reprenaient mes idées. Il y a eu un

renversement de la relation avec les journalistes. Avant, ils "oc-troyaient" une interview, si vous étiez sage... On était dépendant des journalistes. Maintenant, c'est l'inverse.

Vous êtes sortis de l'opposition grâce au cartel CD&V-N-VA...

En réalité on n'a pas tellement gagné. Mais le cartel était la première force. Normalement, j'aurais dû faire partie du gouvernement. Mes relations avec l'establishment du CD&V s'étaient de nouveau dé-

gradées. Je ne suis pas devenu ministre mais président de la Chambre. En mai 2008, je suis devenu explorateur, conciliateur, etc. Puis il y a eu un gouvernement Verhofstadt. Puis est arrivé le gouvernement Leterme qui a dû démissionner lors de l'affaire Fortis. On m'a donc demandé, de nouveau, de devenir Premier ministre. Je ne voulais pas.

C'est une manie, chez vous, de refuser les promotions...

J'ai essayé de convaincre Jean-Luc Dehaene, qui était au Parlement européen, de revenir. Il a décliné. On est allé rechercher Wilfried Martens qui a exercé une mission d'information puis de formation. Il faut dire que c'était "mission impossible". Il fallait prendre l'équipe et le programme d'Yves Leterme. Alors, Wilfried Martens a dit au Roi : demandez à Van Rompuy, il ne refusera pas. Je me suis rendu dimanche après-midi chez le Roi. Il a commencé à m'expliquer la situation. Je lui ai dit : "Sire, ne faites pas trop d'effort, j'accepte..." Trois jours après, il avait un gouvernement. C'était le 31 décembre. Je pensais finir la législature à ce poste.

Mais le "hasard" en a décidé autrement...

Début 2009, j'étais donc Premier ministre. En mai, le secrétaire général du Conseil européen, Pierre de Boissieu, vient me voir et me dit : "Vous ferez un excellent président du Conseil européen." Je lui ai dit : "Si je pars, ce pays tombe en miettes en deux mois. Il y aura de nouvelles élections et personne ne sait ce qui va arriver." En effet, la crise de 541 jours a suivi peu

de temps après. Je lui ai donc demandé de ne pas évoquer cette hypothèse. Je me sentais flatté, je l'ai inscrit dans mon journal. Je crois qu'il a respecté ce que je lui demandais.

Mais pendant l'été, votre nom est revenu avec ceux de Juncker et de Balkenende.

En septembre, un lundi, lors d'une audience, le Roi m'a interrogé sur mes intentions. J'ai dit au Roi : "Sire, je reste." Ma décision était prise. Le soir, Fredrik Reinfeldt, le Premier ministre suédois qui exerçait la présidence tournante du Conseil, m'appelle. La conversation se déroule ainsi :

- Herman, les membres du Conseil soutiennent ta candidature pour la présidence.

- Fredrik, je viens de dire au Roi que je restais ici.

- Herman, tu rends les choses compliquées. As-tu parlé à Nicolas ?

- Non.

Dix minutes plus tard, Nicolas Sarkozy m'appelle. Même conversation. Finalement, je lui dis :

- Nicolas, je ne suis pas intéressé par cette fonction. Mais si je suis le seul candidat, si les autres s'effacent, je ne pourrai pas refuser.

Deux jours plus tard, on m'annonçait que je dispo-une mission d'information puis de formation. Il faut dire que c'était "mission impossible". Il fallait prendre l'équipe et le programme d'Yves Leterme. Alors, Wilfried Martens a dit au Roi : demandez à Van Rompuy, il ne refusera pas. Je me suis rendu dimanche après-midi chez le Roi. Il a commencé à m'expliquer la situation. Je lui ai dit : "Sire, ne faites pas trop d'effort, j'accepte..." Trois jours après, il avait un gouvernement. C'était le 31 décembre. Je pensais finir la législature à ce poste.

"Le sens de la vie, c'est d'être au service des autres"

Quel est le sens de la vie ?

Tout le monde se bat avec cette question depuis son plus jeune âge. Le sens de la vie, c'est d'être au service des autres. Ce n'est que cela. Dans les religions orientales, on devient éclairé quand l'ego disparaît. Le monde chrétien est plus réaliste et dit : aime ton prochain comme toi-même. Donc, il faut s'aimer un petit peu. Il faut être content. Mais on ne peut l'être que si l'on donne. On ne recevra rien si l'on n'a pas donné. Le sens de la vie contient toujours une référence à l'autre.

L'homme est solitaire mais doit aussi être solidaire...

Oui, quoi qu'on fasse, on meurt seul. D'une certaine manière, on vit seul et on meurt seul. On peut adoucir cette peine en créant des liens de tout genre que les chrétiens définissent par le mot "Amour" : c'est aussi l'entraide, l'amitié, le partenariat, la loyauté. Cela dépasse la relation

d'intérêt ou de pouvoir. C'est un idéal. Et on n'y arrive pas toujours. Mais l'autre est la seule chose qui rend heureux et qui donne un sens à la vie. A la fin de sa vie, l'homme peut se poser cette question : qu'ai-je fait ?

Que répondez-vous ?

Je ne me souviendrai pas que j'ai été Premier ministre du Royaume de Belgique ou président du Conseil européen. Je me demanderai : qu'ai-je fait pour les autres ? Cette altérité n'est pas toujours spontanée. Il faut un effort. Et certains doivent faire plus d'efforts que d'autres...

Que pourriez-vous dire : je crois en...

Croire, c'est toujours avec des doutes. Personne ne croit à 100 % en l'homme ou en Dieu. On passe toujours par des moments de grand doute. Mais la force est de se reprendre en main. Il ne faut jamais abandonner. La foi revient. Il faut continuer

à croire, même si on a des raisons de ne pas croire. Mais je suis privilégié : je n'ai pas connu de grands drames dans ma vie. J'ai perdu mes parents, à une semaine d'intervalle. Pas un jour ne passe sans que je ne pense à eux. Mais c'est dans la logique de la vie : les parents partent avant les enfants. Donc je peux, plus aisément que d'autres, dire : cela s'arrangera. Il faut garder l'enthousiasme; c'est d'ailleurs un mot d'origine grecque qui signifie "Dieu en nous". Mais ce n'est pas nécessairement Dieu, cela peut être une autre idée. Mais si l'on ne croit plus, on est mort. *Hop doet leven.*

Pensez-vous à la mort ?

Je n'ai jamais cessé de penser à la mort, depuis que je suis enfant. Les plus beaux vers sur la mort, on les écrit à 20 ans. Les plus authentiques, on les écrit après 70 ans. On dit que j'ai une attitude "zen" : cela m'a permis de garder une grande distance, sans jamais dramatiser ni me montrer euphorique. Tout passe. La bonne fortune. La vie. Je ne me suis jamais trop attaché aux choses. Grâce à cela, je ne suis pas tombé dans le trou noir quand j'ai quitté la politique.

Qu'y a-t-il après la mort ?

Je n'en sais strictement rien. Je vous le dirai plus tard. La foi signifie aussi qu'on a foi en quelqu'un. J'ai tellement de foi que je fais confiance à quelqu'un pour ce qui se passera après notre mort. Robert Houben, mon maître à penser, voulait absolument savoir ce qu'il y avait après la mort. Je lui ai dit : j'ai plus de foi que toi. Je ne me pose pas la question.

“Croire, c’est toujours avec des doutes. Personne ne croit à 100 % en l’homme ou en Dieu. On passe toujours par des moments de grand doute. Mais la force est de se reprendre en mains. Il ne faut jamais abandonner. La foi revient. Il faut continuer à croire, même si on a des raisons de ne pas croire”

Du côté de chez Proust

Quelle est votre vertu préférée ?

La bonté.

La qualité que vous préférez chez un homme ? De nouveau la bonté.

Chez une femme ? Bien sûr la beauté, mais en fin de compte, c'est la bonté qui reste.

Votre principal défaut ? Un jugement souvent rapide, et même trop rapide, des gens.

Votre principale qualité ?

La patience.

Votre rêve de bonheur ? Vivre ensemble avec tous ceux que j'aime.

Quel serait votre plus grand malheur ?

Perdre, avant ma mort, quelqu'un que j'aime.

Ce que vous voudriez être ? Meilleur.

Votre auteur préféré ? Albert Camus.

Votre compositeur préféré ? Je n'écoute jamais de la musique.

Votre héros dans la fiction ? Pierre Bezoukhov, dans "Guerre et paix".

Ce que vous détestez par-dessus tout ?

La suffisance.

Le don que vous auriez aimé avoir ?

La musique.

Comment aimeriez-vous mourir ?

Conscient et sans souffrir.

Quelle est la faute, chez les autres, qui vous inspire le plus d'indulgence ?

Je suis en général assez indulgent. Il faut donner plusieurs chances aux gens.

Votre devise ? "Rustige vastheid". Intraduisible.

Une sorte de constance tranquille.